

L'élaboration de la politique étrangère américaine : À l'ombre de la menace soviétique

Thierry Hentsch

Volume 15, Number 2, 1984

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701660ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701660ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Hentsch, T. (1984). L'élaboration de la politique étrangère américaine : À l'ombre de la menace soviétique. *Études internationales*, 15(2), 403–412. <https://doi.org/10.7202/701660ar>

LIVRES

1. ÉTUDE BIBLIOGRAPHIQUE

L'élaboration de la politique étrangère américaine : à l'ombre de la menace soviétique.*

Thierry Hentsch**

L'ombre

L'impressionnante montée de la puissance militaire soviétique au cours de la dernière décennie et les inquiétudes qu'elle suscite en Occident paraissent faire plus que jamais des rapports Est-Ouest la question centrale des relations internationales contemporaines: la perspective d'un affrontement militaire direct entre les États-Unis et l'URSS préoccupe beaucoup les esprits et les experts de part et d'autre de l'Atlantique. De nombreuses publications en témoignent, et parmi elles, les quatre ouvrages que nous abordons ici. Chacun d'eux examine de façon plus ou moins exhaustive divers aspects de la politique étrangère américaine actuelle et tente d'évaluer comment les intérêts mondiaux des États-Unis peuvent être le mieux servis.

Dans *Thinking About National Security*, Harold BROWN, Secrétaire du département de la Défense sous Jimmy Carter (après avoir travaillé au Pentagone à d'autres titres depuis de nombreuses années) livre ses vues sur la « défense et la politique étrangère dans un monde lourd de dangers »¹ au fil d'une réflexion méthodiquement construite qui se propose de couvrir l'ensemble des questions (internes et externes) relatives aux intérêts globaux des États-Unis dans le monde. Dans *U.S. Foreign Policy and the Third World*, John P. LEWIS et Valeriana KALLAB ont réuni, pour l'*Agenda 1983* de l'Overseas Development Council, des études qui tentent d'évaluer les politiques américaines envers les diverses régions du

* BROWN, Harold *Thinking about National Security: Defense and Foreign Policy in a Dangerous World*. Boulder (Col.), Westview Press, 1983, 280 p.

HSIAO, Gene T. et WITUNSKI, Michael (Ed.) *Sino-American Normalization and its Policy Implications*. New York, Praeger Publishers, 1983, 560 p.

KENNAN, George F. *Le mirage nucléaire: Les relations américano-soviétiques à l'âge de l'atome*. Paris, Éditions La Découverte, 1984, 260 p.

KIRKPATRICK, Jeanne J. *The Reagan Phenomenon and Other Speeches on Foreign Policy*. Washington (D.C.), American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1983, 247 p.

LEWIS, John P. et KALLAB, Valeriana (Ed.) *U.S. Foreign Policy and the Third World: Agenda 1983*. New York, Praeger Publishers, Published for the Overseas Development Council. 1983, 302 p.

** Professeur au Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal.

1. Harold BROWN, *Thinking about National Security: Defense and Foreign Policy in a Dangerous World*. Boulder (Col.), Westview Press, 1983, 280 p. (ci-après: BROWN).

tiers-monde et de fixer des priorités pour l'avenir². Gene T. HSIAO et Michael WITUNSKI, avec la collaboration de plusieurs autres spécialistes, s'attaquent à la question plus spécifique de la politique chinoise des États-Unis dans un recueil intitulé *Sino-American Normalization and its Policy Implications*³. Enfin, Jeane J. KIRKPATRICK a rassemblé dans *The Reagan Phenomenon*⁴ une anthologie des discours qu'elle a prononcés devant les Nations Unies et en marge d'icelle au cours des deux premières années de son mandat en tant qu'ambassadeure de son pays à Manhattan; il s'agit là d'une source de première main sur les prémisses et les principes qui sous-tendent la politique extérieure de l'administration Reagan, dont elle présente l'avènement comme un tournant comparable en importance à celui du New Deal de Roosevelt en 1932.

Tous ces ouvrages tournent donc de près ou de loin autour des concepts traditionnels de sécurité et d'intérêt national, cherchent à fixer les principaux paramètres et priorités de la politique mondiale des États-Unis, évaluent la portée réelle des changements qui marquent le passage de Carter à Reagan là où la continuité des deux administrations successives n'est pas évidente. Au-delà de ces préoccupations communes, chaque livre met l'accent sur des problèmes particuliers: conception globale ou régionale de la sécurité (*Agenda 1983*), rapport de force et stratégie nucléaire (BROWN), dimension idéologique de la politique internationale et rôle spécifique de l'arène des Nations Unies (KIRKPATRICK et *Sino-American Normalization...*).

Mais ce qui ressort avec le plus de force et de constance de cette littérature c'est, en définitive, la préoccupation primordiale que représente l'URSS. Qu'elle s'exprime ouvertement ou qu'elle transparaisse en filigrane, qu'il s'agisse de la gonfler ou de la minimiser, l'inévitable question de la menace soviétique est toujours présente; elle semble recouvrir de son ombre toute la pensée américaine en matière de politique internationale. Le phénomène n'est évidemment pas nouveau: sans désespérer depuis 1945, la science politique américaine scrute tous les aspects du système adverse, analyse ses faits et gestes sur la scène internationale, le plus souvent à partir d'une prise de position négative sur le communisme en général et sur l'URSS en particulier. Aujourd'hui toutefois, l'anti-communisme, devenu chez certains un anti-soviétisme dirigé tout autant contre la Russie de toujours que contre son régime actuel, ce sentiment de crainte et de méfiance prend des proportions nouvelles, presque obsessionnelles, du fait que l'Amérique ne s'est pas encore faite à l'idée de la parité du rapport des forces stratégiques entre elle et son adversaire.

La sécurité

Sitôt après avoir défini le concept de sécurité (en termes larges et classiques) Harold Brown s'attaque à la tâche qui lui paraît la plus vitale et la plus difficile dans l'élaboration d'une politique de sécurité nationale: "define a comprehensive political, economic, and military policy toward the Soviet Union" (BROWN, p. 11). Cette définition doit-elle partir du principe que les dirigeants soviétiques visent à la domination mondiale, ou qu'ils sont

2. John P. LEWIS et Valeriana KALLAB (Ed.), *U.S. Foreign Policy and the Third World: Agenda 1983*. New York, Praeger Publishers, Published for the Overseas Development Council, 1983, 302 p., annexes statistiques (ci-après: *Agenda 1983*).
3. Gene T. HSIAO et Michael WITUNSKI (Ed.), *Sino-American Normalization and its Policy Implications*. New York, Praeger Publishers, 1983, 560 p., appendices documentaires (ci-après: *Sino-American Normalization...*).
4. Jeane J. KIRKPATRICK, *The Reagan Phenomenon and Other Speeches on Foreign Policy*. Washington (D.C.), American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1983, 247 p., (ci-après: KIRKPATRICK).

seulement soucieux de la défense de leur empire? Dans la mesure où les tenants des deux écoles "tend to see the Soviet leaders as paranoid" (*ibid.*), la question perd beaucoup de sa pertinence. Malgré l'importance de l'enjeu, Brown refuse de se laisser prendre à la paranoïa ambiante: la préoccupation essentielle des dirigeants soviétiques, selon lui, c'est de maintenir leur position de classe dirigeante; or, à cette fin, le groupe actuellement au pouvoir s'est montré et continue de se montrer "extremely cautious and conservative, both in foreign policy and in domestic matters" (*ibid.* p. 12). Mais si l'actuelle génération a l'expansionisme prudent, ajoute-t-il, nous n'avons pas de garantie quant aux intentions de la génération suivante: l'évolution future de la politique soviétique reste une inconnue lourde de danger. Devant cette inconnue, une question centrale: y a-t-il moyen pour les États-Unis d'influer sur l'orientation du régime soviétique et de sa politique extérieure? Brown ne se nourrit pas d'illusions. Les effets que peut avoir la politique américaine sur les choix fondamentaux des dirigeants soviétiques, dans la meilleure des hypothèses, restent marginaux. Washington n'en doit pas moins tout tenter pour encourager les Soviétiques sur la bonne voie et mettre l'accent sur les intérêts que les deux puissances ont en commun; non sans veiller à maintenir, par ailleurs, une capacité de dissuasion suffisante pour prévenir toute tentation aventuriste chez l'adversaire. Toutefois, compte tenu de la tendance des Soviétiques à la paranoïa (encore elle), il faut se contenter de la parité des forces:

An attempt to create an explicit military superiority over the Soviet Union of the sort that existed during the 1950s, and the appearance of a military threat to the Soviet Union implicit in such a military posture, would be dangerous and unlikely to succeed. (*Ibid.*, p. 17).

Mais la volonté de maintenir la parité peut être perçue par l'adversaire comme une tentative de retrouver la supériorité, du moment surtout que Soviétiques et Américains ne partagent pas la même vision du monde et répugnent à se reconnaître dans les miroirs qu'ils se tendent réciproquement. C'est pourquoi, dit Brown, chacun des deux pays doit se montrer le plus explicite possible dans ce qu'il attend de l'autre. Force est de constater, à cet égard, que l'administration Carter n'a pas brillé par sa clarté et qu'elle a éprouvé certaines déconvenues. Comme le rappelle candidement l'ancien secrétaire à la Défense à propos des efforts de séduction déployés par son président, "some earlier carrots have not got the mule pulling in the right direction" (*ibid.*, p. 18).

Les appréciations et les recommandations de Harold Brown, si réalistes et mesurées soient-elles, ne suffisent pas à remédier aux lacunes d'une démarche par trop "behavioriste". Une politique ne peut se définir en termes de « stimuli-réponses ». Comme s'il suffisait d'agiter des carottes sous le nez de l'adversaire pour l'inciter à bien se conduire: ânerie (au sens propre) en contradiction troublante avec le réalisme dont Brown se réclame par ailleurs. Ce paternalisme ingénu a montré ses limites lors de la crise afghane: pris de cours, le président Carter a cru pouvoir utiliser « l'arme du blé » en exerçant des mesures de représailles qui ont beaucoup mécontenté les agriculteurs américains et peu dérangé les dirigeants soviétiques.

De Carter à Reagan

L'inconsistance et les échecs de la politique Carter donnent apparemment raison à l'administration Reagan dans ses prétentions à restaurer la puissance américaine et à ne vouloir traiter avec Moscou qu'à partir d'une position de force. C'est ce qui justifie, depuis 1981, "the drive to rebuild American military strength" (KIRKPATRICK, p. 14). "Rebuild", l'expression ne manque pas de surprendre, lorsqu'on sait que les projets de déploiement prévus sous Carter à l'égard des nouveaux missiles MX dépassaient en ampleur le program-

me effectivement adopté, dans des limites bien plus modestes, par son successeur. L'arsenal américain, lors de la passation des pouvoirs, ne se trouvait pas vraiment en voie de délabrement. Mais pour l'équipe Reagan, il s'agissait, et il s'agit encore, d'amplifier les apparences du changement provoqué par l'arrivée au pouvoir de son chef.

En réalité, le changement n'est pas si grand, tant en ce qui concerne les rapports Est-Ouest que dans l'attitude américaine face au tiers-monde. John Lewis souligne que le durcissement de cette attitude commence sous Carter et qu'il est dû davantage aux crises afghane et iranienne qu'à la relève intervenue à la Maison Blanche (*Agenda 83*, p. 17). Mais peut-être faudrait-il ajouter qu'il résulte aussi de l'approche de l'échéance électorale. En tout état de cause, il n'y a pas seulement « anticipation » chez Carter de la politique de son rival mais, tout autant, continuité de la part de son successeur.

Les relations sino-américaines en offrent un bon exemple. Comme le montre Gene Hsiao, Reagan se verra assez rapidement contraint de modérer l'expression de son indéfectible soutien à Taïwan et d'atténuer le défi qu'il représente pour Pékin. Après avoir affirmé que la question des ventes d'armes américaines à Taïpeh relève exclusivement des États-Unis, le nouveau président doit finir par admettre implicitement que la Chine populaire a voix au chapitre, puisqu'il s'engage dans le deuxième communiqué de Changai, le 17 août 1982, "gradually to reduce its sale of arms to Taïwan, leading over a period of time, to a final resolution" (cité dans *Sino-American Normalization...*, p. 110). Ce retour à la politique ambiguë des administrations précédentes n'est que l'expression des « implications stratégiques » du facteur chinois.

De façon générale en politique étrangère, comme chacun sait, le réalisme finit presque toujours par l'emporter sur les principes. Mais plus la réalité contredit les principes, plus ce réalisme risque de s'exprimer à la petite semaine, de manière improvisée et sous la pression des circonstances. Si Carter et Reagan ont tous deux pâti de ce type d'improvisation, il faut néanmoins reconnaître chez le second plus de cohérence entre le discours et les actes, notamment à l'égard de l'URSS. Cela dit, la cohérence ne saurait être le seul ni même le principal critère à partir duquel juger une politique. Il existe des logiques plus redoutables encore que les risques inhérents à l'incertitude et à l'hésitation. Pour apprécier pleinement la portée du tournant que l'administration Reagan affirme avoir amorcé, il est nécessaire de comprendre les termes dans lesquels celle-ci définit le nouveau rapport de force qu'elle entend construire face à la menace soviétique.

Le sabre et l'idéologie

Les termes dans lesquels Reagan pose les relations américano-soviétiques sont essentiellement militaires et idéologiques. Il n'y a pas là, en soi, grand changement. Le changement est dans l'accent, dans la nature du lien établi entre l'opposition idéologique des deux empires et la nécessité de s'armer: on ne doit pas simplement s'armer pour faire équilibre à une puissance rivale, conformément à la bonne vieille théorie de l'équilibre des forces chère à Morgenthau, on doit s'armer pour résister à un ennemi idéologiquement enclin à nous détruire. Dès lors la parité ne suffit pas, il faut la supériorité, à tout le moins sur le plan des armes stratégiques (nucléaires); seule façon de dissuader l'ennemi de l'aventure et de se soustraire à ses tentatives de chantage. L'idéologie de l'autre, sans plus qu'on s'interroge sur les faiblesses et les contradictions qu'elle charrie, devient ainsi prétexte à refourbir la nôtre: les conditions de la croisade sont réunies.

Thuriféraires et adversaires de Reagan convergent en effet sur au moins un point, en le présentant "as the most resolute ideologue in the modern presidency" (T.H. White, cité dans

Sino-American Normalization..., p. 83). Cette propension se traduit par ce que Jeane Kirkpatrick appelle, dans l'un de ses discours, "The Reagan Reassertion of Western Values" (KIRKPATRICK, pp. 28-36) ou, dans une autre intervention, "The Return of American confidence in the Nation's fundamental principles and approach" (*ibid.*, p. 14). Soulignant la présence de nombreux universitaires au sein de l'administration Reagan (phénomène passé, selon elle, largement inaperçu) elle y voit "a signal that there is something more ideologically self-conscious going on than usual in American politics". Là réside vraiment la principale dimension du changement: "There are more people in the Reagan administration thinking about fundamental questions than our highly pragmatic political tradition usually features" (*ibid.*, p. 8). Après le réalisme nixonien et les « bonnes intentions » mal récompensées de Carter, on assiste à un retour à l'esprit des pires moments de la guerre froide. Mais dans un contexte stratégique totalement différent: "(in) a period of unprecedented Soviet expansionism and power", qui justifie des "giant increases in defense spending" (*ibid.*, p. 14). Réarmement et réaffirmation des valeurs libérales se trouvent donc indissolublement liés. Du premier dépend le sort des secondes:

... the rebuilding of U.S. arsenals by a government committed to reaffirming the basic values of the American tradition means that the new U.S. leaders see a connection between American power and the preservation of freedom. *The restoration of the conviction that American power is necessary for the survival of liberal democracy in the modern world is the most important development in U.S. foreign policy in the past decade.* It is the event which marks the end of the Vietnam era, when certainty about the link between American power and the survival of liberal democratic societies was lost. (*ibid.*, p. 14, souligné dans le texte).

L'allusion au Vietnam ne laisse aucun doute sur la nature de ce que l'auteure entend par "American power": il s'agit bien de la puissance militaire. Et même si elle reconnaît par ailleurs que le renforcement de cette puissance ne résoudra pas, *ipso facto*, le problème des relations Est-Ouest, elle lui donne la priorité.

La jonction du sabre et de l'idéologie n'affecta pas seulement les relations avec le bloc soviétique mais l'ensemble de la politique étrangère américaine. On a vu qu'elle a failli mettre en danger la délicate normalisation des rapports sino-américains. John Lewis souligne de son côté les effets néfastes du « contenu idéologique » et de la militarisation de la pensée politique sur l'approche reaganienne du tiers-monde, que l'administration actuelle tend à voir "through East-West lenses" (*Agenda 83*, p. 23); optique dangereusement réductrice qui soumet les divers intérêts régionaux des États-Unis aux impératifs globaux de la lutte contre l'Union soviétique. En Afrique, ces impératifs poussent l'équipe Reagan à défendre ouvertement le gouvernement sud-africain contre toute sanction internationale "undoing the positive perceptions of U.S. attitudes on South Africa that were built up by the Carter administration" (*ibid.*, p. 75). En Amérique latine, ils contribuent à accentuer "the long-term trend toward a deterioration of U.S.-Latin American relations" (*ibid.*, p. 52). Soulignant à son tour que la politique africaine de Reagan met l'accent sur la sécurité plutôt que sur l'économie, Henri Bienen observe:

... the U.S. economic position — and that of the West more generally — is vastly stronger than that of the Soviet Union. Western interests can be expressed within a wide set of security and political relationships. The global military strength of the United States is sufficient to protect its security; changes in African countries will not threaten U.S. global interests. This is a point of view rejected by administration policy makers who believe that weakening military positions will lead ineluctably to weakening economic ones and that security interests, defined first in military terms, in any case must be paramount in any discussion of U.S. policy. (*Agenda 83*, p. 83).

La spirale nucléaire

Cette militarisation de la politique étrangère à tous les niveaux entraîne d'autres conséquences encore : elle livre plus que jamais la politique et la politique aux savants calculs des stratèges et des experts militaires. Harold Brown lui-même, qui se veut pourtant attentif à la dimension politique des problèmes, se laisse prendre à cette vertigineuse spirale dans laquelle le raisonnement stratégique risque aujourd'hui de nous enfermer. Sans entrer plus qu'il ne faut dans le dédale de la quincaillerie militaire ("military hardware"), Brown développe une vision rationnelle de l'escalade nucléaire. À l'instar de la plupart des stratèges américains, il réfléchit sur les conditions de la victoire. Sans doute, l'hypothèse de la destruction mutuelle demeure présente comme toile de fond, mais elle n'est plus « assurée ». Ce n'est plus qu'une possibilité parmi d'autres. La dissuasion ne fonctionne donc pas de manière certaine : si la victoire est possible, la défaite l'est également ; si l'un planifie une destruction-surprise massive de la force de frappe adverse, c'est que l'autre peut aussi se laisser tenter par un scénario semblable. Paradoxalement, plus les arsenaux nucléaires se développent et se raffinent de part et d'autre, plus les stratégies se compliquent, moins la logique de la dissuasion paraît convaincante.

C'est pourtant à cette logique qu'on continue de prétendre travailler, sans vouloir se rendre compte que les efforts des stratèges nous en éloignent. Inévitablement, chacun tend à projeter sa propre stratégie sur les intentions de l'adversaire et doit aussitôt penser des parades aux nouveaux systèmes offensifs ou défensifs qu'il est lui-même en train de mettre au point. Offensifs ou défensifs, peu importe, en effet, du moment que toute mesure défensive peut devenir une condition importante de la réussite d'une stratégie offensive et que cette dernière peut à son tour être envisagée à titre de défense préventive. En réalité, il n'y a plus ni attaque ni défense, mais des stratégies qui se superposent sans fin les unes aux autres et dont les rationalités s'annulent au fur et à mesure de leurs développements successifs. Dans ces conditions, assurer sa sécurité, c'est tout simplement avoir sur l'adversaire une longueur d'avance aléatoire.

Longtemps habitués à être largement en tête de la course aux armes stratégiques, les Américains acceptent mal aujourd'hui de voir leur avance se réduire comme peau de chagrin et de se sentir contraints d'anticiper sur les progrès de l'URSS pour conserver et exploiter au mieux le mince avantage technologique dont ils disposent encore sur cette dernière. La MAD ("mutual assured destruction"), qui était en réalité l'expression d'une nette supériorité américaine au plan nucléaire, est aujourd'hui devenu MAC, c'est-à-dire "mutual assured competition". Or dans le cadre de cette compétition purement militaire, les « experts » nous condamnent à suivre leur logique, puisque ce sont eux qui en posent concrètement les termes et qu'ils paraissent tout naturellement les mieux placés et les mieux informés pour évaluer les risques qu'ils contribuent à créer. Cette logique se déploie et se complique de façon d'autant plus redoutable qu'elle demeure pratiquement invérifiable (contrairement à ce qui se passe pour les armes dites « conventionnelles » auxquelles on trouve toujours un « terrain » où éprouver leur efficacité). L'incertitude qui en résulte accroît considérablement le rôle de l'image : ce que l'autre pense de notre arsenal et ce que nous pensons du sien devient partie intégrante du rapport de force et conditionne la poursuite de la course aux armements. À la paranoïa des idéologues s'ajoute ainsi la paranoïa des stratèges.

Le pari reaganien

Cette double paranoïa n'est pas le privilège de l'administration Reagan : elle est à l'oeuvre de part et d'autre du « rideau de fer ». En dehors même de toute considération

paranoïaque, il est évident que les Soviétiques ne tiennent compte que des réalités, jamais des bonnes intentions. Ils ont fait preuve à cet égard d'une constance et d'une endurance qu'on ne trouve pas toujours du côté américain; rien ne nous permet de tabler sur leur indulgence. Au contraire, on sait qu'ils ne manqueront pas une occasion d'exploiter les faiblesses de l'Occident, et on doit ici donner raison à l'Ambassadeuse Kirkpatrick, lorsqu'elle affirme que seule une politique de fermeté, pourvu qu'elle soit claire, peut mener les États-Unis à de meilleures relations avec l'URSS (KIRKPATRICK, p. 15).

Est-ce à dire que les États-Unis, et l'Occident en général, n'ont d'autre choix, face à l'URSS, que de s'armer jusqu'aux dents? Sommes-nous pris entre le Charybde des « bonnes intentions » et le Scylla de la course aux armements? Toute la rhétorique réaganienne, apparemment, ne nous épargne le premier que pour mieux nous envoyer dans le second. Ses partisans pensent qu'il n'en est rien: à tout prendre, la course aux armements est moins dangereuse que les "risks for peace" préconisés par Carter, parce qu'elle met l'économie soviétique à rude épreuve et obligera tôt ou tard le Kremlin à négocier des accords acceptables pour les États-Unis au plan stratégique.

Voilà un pari très risqué: rien ne permet d'affirmer que la société soviétique soit plus vulnérable aux contraintes de la course aux armements que la société américaine. Les dirigeants soviétiques n'ont jamais hésité à imposer des restrictions à l'industrie de consommation au profit du secteur militaire, ni rencontré de résistance sérieuse à la priorité qu'ils donnaient aux besoins de l'armée, surtout si ces sacrifices devaient être consentis pour répondre à un défi extérieur. Aux États-Unis, en revanche, il apparaît de plus en plus nettement que les dépenses militaires pèsent sur la compétitivité globale de l'économie américaine face à ses concurrentes japonaise et européenne. Les percées technologiques réalisées dans le domaine militaire aux États-Unis ont, sans doute, des incidences plus fortes sur le secteur civil que ce n'est le cas en URSS, où la production destinée à l'armée est organisée de façon beaucoup plus étanche. Mais il ne faut pas exagérer l'importance de ces retombées: la technologie militaire de pointe se révélerait de plus en plus étroitement spécialisée (notamment dans le domaine de l'informatique) et maladaptée aux besoins de la société civile.

Une militarisation stérile de la politique

En tout état de cause, pour les États-Unis, choisir de privilégier la dimension militaire de leur affrontement avec l'URSS conduit à des efforts tout à fait stériles, pour ne pas dire contre-productifs. Ce choix revient à situer l'essentiel de la compétition Est-Ouest sur le seul terrain où l'adversaire peut rivaliser efficacement avec l'Occident. En admettant même que cette course effrenée fasse plus de tort à l'économie soviétique qu'à celle des États-Unis, la dégradation éventuelle de la position économique de l'URSS ne pourrait qu'encourager ses dirigeants à mettre tous les efforts là où ils sont susceptibles de l'emporter, et à utiliser, pour se dédommager, l'unique instrument de leur puissance: l'armée. Face aux énormes risques qu'implique, pour l'Est comme pour l'Ouest, le déclenchement d'un conflit majeur entre les deux blocs, le recours à la guerre représente, il est vrai, pour chacun des protagonistes une dernière extrémité, un acte quasi-suicidaire. C'est pourtant à cette extrémité que, poussée aux confins de sa logique, la politique de Reagan pourrait acculer l'adversaire. Nous n'en sommes évidemment pas là, et il y a peu de chance que l'actuel président, même réel, puisse mener sa politique aussi loin. Cette hypothèse n'en reste pas moins instructive. Elle illustre l'aberration d'une stratégie pensée en termes trop étroitement militaires, dont les conséquences sont doublement paradoxales: d'une part elle pousse l'adversaire dans la direction même où on prétend le dissuader d'aller et, d'autre part, elle limite les vastes moyens d'action dont les États-Unis disposent pour consolider les intérêts de l'Occident dans

le monde. Limite d'autant plus insolite qu'elle procède d'un parti-pris idéologique qui répond trait pour trait à celui de l'ennemi et qui, en définitive, s'inscrit parfaitement dans le jeu de ce dernier.

L'équipe Reagan, redisons-le, a évidemment raison de partir du principe que l'unique langage que comprennent et respectent les dirigeants soviétiques est celui du rapport de force. Mais elle a tort sur deux points essentiels qui faussent d'emblée les prémisses sur lesquels elle fonde son analyse. Premièrement, le réalisme qui consiste à ne considérer que le rapport de force n'est pas une idiosyncrasie du régime soviétique mais le propre de toute grande puissance à travers l'histoire de l'humanité; à ce fait élémentaire, l'idéologie ne change rien. Deuxièmement, en corrélation immédiate avec ce qui précède, jamais un rapport de force ne peut se définir uniquement ni même essentiellement en termes militaires. En s'enfermant dans une conception aussi étroite de la stratégie, les États-Unis manquent d'exploiter à fond ce qui constitue la force principale de l'Occident face aux pays de l'Est: la capacité d'intervention et d'influence qui résulte de la puissance et de la souplesse de l'économie capitaliste occidentale.

Si les Américains avaient un peu plus confiance en leur propre système, ils accepteraient plus aisément, dans les pays du tiers-monde, des changements de régime auxquels le capitalisme occidental est parfaitement capable de s'adapter, comme il l'a montré à certaines occasions; de même, ils ne sacrifieraient pas à des considérations militaro-idéologiques immédiates des gains politiques et économiques à long terme. La meilleure preuve que l'Occident puisse fournir de sa force c'est sa capacité à accepter le changement, bien plus, à l'encourager partout où il est souhaitable et possible. Voir à tout propos la main de Moscou dans les mouvements révolutionnaires qui travaillent le tiers-monde et chercher à les réprimer ou à les entraver au nom du maintien de l'équilibre des forces et de la survie des valeurs occidentales est signe de faiblesse. En ce sens la politique de Reagan manifeste tout le contraire d'une « réaffirmation des valeurs occidentales », elle témoigne d'une perte de confiance en soi qui jette un doute grave sur la vitalité de ces valeurs et qui pousse le gouvernement américain à faire des choix, à utiliser des méthodes et à soutenir des régimes qui vont à l'encontre du libéralisme qu'il prétend défendre.

La leçon d'un historien

Au-delà de la critique de la politique reaganienne et de sa virulence idéologique particulière, c'est l'ensemble de la politique américaine des quatre dernières décennies qui est en cause. L'intégration croissante de l'arme nucléaire dans la planification de la guerre, intégration qui a sa source aux États-Unis et à laquelle l'URSS n'a jamais fait jusqu'ici que répondre, rend aujourd'hui les choix stratégiques de plus en plus difficiles. Cette difficulté se traduit par une volonté désespérée de poser en termes clausewitziens les données d'une escalade que personne ne peut prétendre contrôler et dont les conséquences extrêmes n'auraient plus aucune espèce de rapport avec quelque rationalité politique que ce soit. "Better dead than red" est une insanité qui ne vaut pas plus la peine d'être discutée que le « viva la muerte » de certains fascistes espagnols des années trente.

Les arsenaux stratégiques de notre temps constituent néanmoins une réalité avec laquelle nous sommes bien obligés de vivre tant que les conditions d'un désarmement bilatéral (et, de plus en plus, multilatéral) ne seront pas réunies, c'est-à-dire longtemps encore. D'ici à cette heureuse éventualité, l'arme nucléaire ne devrait être considérée que comme un instrument de dissuasion dernière, comme un ultime et suicidaire moyen de *représailles* massives. Seule façon de se laisser une chance de ne pas avoir à l'utiliser. Or nous en sommes arrivés, au contraire, à un point où il devient de plus en plus difficile de s'en tenir à cet usage restreint, tant le nucléaire se trouve, de part et d'autre, intégré à divers échelons du dispositif militaire

(des obus « tactiques » aux missiles intercontinentaux). Cette intégration a toujours été plus poussée du côté américain, et les États-Unis, contrairement à l'URSS, ne se sont encore jamais formellement engagés à ne pas recourir les premiers à l'arme nucléaire. Peut-être n'est-il pas trop tard pour faire au moins ce premier pas. Ce n'est pas parce que les erreurs du passé nous ont mis sur une voie dont il est difficile de sortir, qu'on doit continuer d'y foncer à toute vapeur ! Il faut au contraire s'arrêter et regarder en arrière pour comprendre d'où l'on vient et comment on en est arrivé là, condition *sine qua non* d'un changement de cap.

Ce regard devenu si nécessaire nous le trouvons chez l'historien George Kennan, ancien ambassadeur américain à Moscou, célèbre pour sa politique du "containment" (c'est-à-dire pour avoir été un des premiers à penser aux moyens *politiques* propres à faire échec à toute visée expansionniste de l'URSS) dans un recueil de textes, écrits entre 1950 et 1982, qui vient d'être traduit en français⁵. Ce livre nous offre les analyses d'un homme politique qui pendant près de quarante ans, sans jamais nourrir la moindre illusion sur les objectifs et les intentions des dirigeants soviétiques (qu'il connaît bien), a constamment fait valoir que le développement et la diversification de l'arsenal nucléaire constituaient le pire moyen de faire obstacle à l'expansionnisme soviétique. Les textes de Kennan sont d'une lucidité et d'une mesure exemplaires, d'une richesse telle, aussi, qu'il faudrait pouvoir en citer ici de larges et nombreux extraits : ils formeraient un contrepoint saisissant et discordant avec l'idéologie réaganienne que véhiculent les discours de l'ambassadeuse Kirkpatrick.

En voici seulement, à titre de rappels, quelques échantillons qui montreront, entre autres, que *dès les débuts* du débat sur l'arme atomique, Kennan s'insurgeait contre l'idée qu'elle puisse avoir un usage rationnel :

... je ne pourrai comprendre une politique qui ne préserve pas un équilibre entre les armes conventionnelles et celles de destruction massive, et particulièrement une politique qui fonde notre position dans le monde sur la puissance d'armes que nous-mêmes, au bout du compte, pourrions trouver imprudent d'employer. (KENNAN, 1954, p. 46).

La nature suicidaire de cette arme [la bombe atomique] la rend impropre à la fois comme sanction diplomatique et comme base d'une alliance. Une telle arme n'est tout simplement pas de nature à appuyer des desseins politiques ; et on ne peut pas non plus recourir facilement à elle pour se porter à la défense d'un allié. (*ibid.*, 1958, p. 47).

Et cette réflexion plus générale sur la guerre :

Si l'expérience de ce siècle nous a bien enseigné quelque chose, c'est que les effets à long terme de la guerre moderne ne sont nullement déterminés par l'issue formelle du conflit en termes de victoire ou de défaite. La guerre moderne n'est pas seulement un instrument de la politique. C'est une expérience en soi. Elle affecte celui qui la livre, indépendamment du fait qu'il gagne ou qu'il perde. (*ibid.*, p. 49).

Dans l'introduction qu'il a rédigée pour son recueil, Kennan ne se méprend pas sur la portée de ses interventions, qu'il juge quasi nulle. « Les déformations, explique-t-il, sont si profondément ancrées dans l'esprit du public, aux États-Unis et ailleurs, qu'on désespère de pouvoir jamais les corriger » (*ibid.* p. 35). Par là et à tant d'autres occasions dans ses écrits, Kennan attire notre attention sur un problème de plus en plus préoccupant et relativement peu

5. George F. KENNAN, *Le mirage nucléaire : Les relations américano-soviétiques à l'âge de l'atome*. Paris, Éditions La Découverte, 1984, 260 p., traduit de l'américain par Antoine Berman (ci-après : KENNAN). L'édition originale américaine a été publiée en 1982 chez Pantheon Books à New York sous le titre *The Nuclear Delusion, Soviet-American Relations in the Atomic Age*.

étudié en relations internationales: la dimension symbolique des conflits⁶. De l'image que nous avons de l'autre, bien plus que de ses actes, dépend souvent le comportement que nous adoptons à son égard. Nous devons donc apprendre à renoncer « à ne voir dans l'Union soviétique qu'un miroir dans lequel nous cherchons le reflet de notre propre vertu » (*ibid.* p. 236). Et de développer ailleurs :

Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas de démontrer notre propre vertu en montant en épingle les vices soviétiques; c'est d'un effort sérieux pour étudier cette société dans toute sa complexité afin de porter des jugements réalistes sur la nature et les dimensions du problème qu'elle nous pose. (*ibid.*, 1981, p. 190).

La plupart des dirigeants américains, à cet égard, ne se sont guère montrés à la hauteur de la tâche. Sans doute leur performance n'est-elle pas beaucoup plus mauvaise que celle de leurs homologues soviétiques, mais elle n'est sûrement pas meilleure. Et le bilan est lourd :

Nous avons accumulé armes, missiles, nouvelles forces de destruction. Nous l'avons fait sans pouvoir nous en empêcher, presque involontairement: comme si nous étions victimes d'une espèce d'hypnotisme, comme des lemmings se ruent vers la mer, comme les enfants d'Hamelin suivaient aveuglément leur joueur de flûte. Et le résultat est qu'aujourd'hui, nous et les Russes, nous avons commis dans la production de ces engins et de leurs dispositifs de lancement des excès tellement absurdes qu'ils défient toute compréhension. (*ibid.*, 1981, p. 214).

6. On peut aller voir sur cette question Anatol RAPOPORT, *Conflict in Man-Made Environment*. Harmondsworth, Penguin Books, 1974.